

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
46 – 15 octobre 2021



| Virtuelle réalité |

Quelqu'un se souvient-il encore du phénomène qui avait vu en quelques mois de l'année 2016 près de 500 millions de joueurs dans plus d'une centaine de pays se heurter soudainement au réel, le nez rivé sur un écran de téléphone, en quête de petits personnages colorés à capturer ? Un jeu qui avait mis en émoi jusque le responsable de la *Direction de la protection des installations militaires* (DPID), face aux intrusions répétées de civils sur des terrains de l'armée, constatant amèrement qu' « à ce jour, plusieurs sites du ministère, dont des zones de défense hautement sensibles (ZDHS), abriteraient ces objets et créatures virtuels ». Et qui avait également soulevé les vives protestations des responsables de l'ancienne prison des Khmers rouges, Tuol Sleng, transformée en musée du génocide cambodgien, comme ceux de l'ancien camp d'extermination polonais d'Auschwitz-Birkenau, dont les sites étaient à leur tour envahis de chasseurs de *Pokémon* indélébiles,

obsédés par les apparitions fictives venues se superposer de façon aléatoire à un environnement des plus tragiquement réels. Et si on avait pu à l'inverse se moquer cyniquement des abrutis tombés d'une falaise à Encinitas (Californie), ou de ceux égarés au milieu des champs de mines de Posavina (Bosnie-Herzégovine), toujours afin d'attraper ces proies imaginaires, cela marquait en tout cas la rebutante diffusion en grande pompe non seulement des smartphones, mais surtout de ses applications de réalité augmentée autour de nous.

Cinq ans plus tard, ce jeu développé par *Niantic*, une start-up issue de l'incubateur de *Google* destinée à exploiter et répandre massivement la combinaison téléphone portable, appli internet, caméra et géolocalisation, a certes perdu de sa gloriole comme toute mode, mais il va de soi que d'autres tentatives de brouiller définitivement les frontières entre le réel et le virtuel

SEPTEMBRE 2021

11/9, Paris (France).
Un véhicule d'*Enedis* est incendié dans la nuit, avec « *une pensée pour Boris, un clin d'oeil solidaire à tous ceux qui agissent contre ce monde.* »

13/9, Brême (Allemagne).
De nombreuses vitres du siège principal de l'entreprise immobilière *Müller & Bremermann* sont brisées.
« *Contre la ville de riches !* », conclut la revendication.

13/9, Hambourg (Allemagne).
Deux *Pôle Emploi (Jobcenter)* sont attaqués à coups de marteau, de pierres et de peinture dans les quartiers d'Altona et de Rahlstedt.
« *Détruisez ce qui vous détruit* » précise le communiqué.

13/9, Athènes (Grèce).
Des anarchistes revendiquent l'incendie d'un véhicule d'*ELTA* (la Poste) du 30 août, « *pour l'anarchiste Boris en coma après l'incendie de sa cellule en France* ».

15/9, Scionzier (France).
En Haute-Savoie, neuf câbles de fibre optique, dont cinq de grande capacité, situés dans un regard sont volontairement sectionnés, coupant internet dans toute la vallée de l'Arve pendant plusieurs jours. Les opérateurs parlent d' « *un acte de vandalisme majeur* ».

17/9, Dresde (Allemagne).
Les locaux du bureau d'ingénierie *Rathenow*, qui participe à la construction d'une prison à Zwickau, sont incendiés tout comme un véhicule de bourges garé juste devant. *Quelques autonomes* revendiquent l'action : « *Nous espérons que cet incendie*

sont à nouveau en train de bouillir dans les marmites des requins technophiles. Chacun a déjà certainement pu éprouver amèrement la passivité des foules de zombies captifs plongés dans un écran lors de voyages en transport en commun, ou constater à quel point les rapports sociaux avaient subi un nouvel assaut de virtualisation béate lors des différents confinements – et pas que dans le cadre de l'esclavage salarié. De la même façon, certains politiciens populistes ont pu se pavaner sous forme d'hologramme lors de meetings simultanés, tandis que de vieux chanteurs populaires sur le retour ont prévu d'organiser une tournée de concerts sous la même forme. Mais tout cela sonnait encore un peu trop faux, lorsque le géant *Facebook* a fait le 18 octobre dernier l'annonce fracassante de la création de 10 000 postes dans ses laboratoires du vieux continent (Munich, Paris, Zürich, Cork) afin d' « *investir dans les nouveaux talents européens pour aider à construire "un métavers"*. »

Contraction de *méta* et d'*univers* issue de la science-fiction, ce concept ubuesque est le projet-phare du pionnier de l'exhibitionnisme en ligne, consistant rien moins qu'à développer de façon illimitée et persistante une sorte de doublure numérique du monde physique, qui interagirait en retour avec le réel sous forme d'univers parallèle. Débordant largement le monde des jeux sur écran, ses premières expansions qui visent à faire basculer une partie de l'expérience sensible dans un univers dématérialisé en se substituant partiellement au réel, concernent déjà par exemple des visites en 3D de musées depuis son canapé, ou d'ennuyeuses réunions de travail à distance dans les salles numériques, le tout en dirigeant son *avatar* avec un casque de réalité virtuelle fiché sur le crâne. Mais les développeurs informatiques de toute la planète travaillent bien entendu aussi sur d'autres types de « *réalités immersives* » à base de casques et de lunettes « *augmentés* », notamment en matière d'apprentissages à distance qui se dérouleraient entièrement dans un monde irréel (interactions humaines et manipulations d'objets), ou d'essayage de chaussures de marque par son double en pixels dans les boutiques des villes du *métavers*... avant de recevoir chez soi celles qui ont été commandées.

Quant à *Microsoft*, qui n'est jamais en reste, il vient de son côté de se lancer dans un autre type de fusion d'un univers virtuel avec des fonctionnalités bien réelles, comme la création de « *jumeaux numériques* » des infrastructures sensibles, soit des clones virtuels des « *réseaux de distribution d'énergie ou d'usines complexes* », où chaque machine et système y sont reproduits au strict identique (pièce par pièce), afin de prédire en permanence l'usure d'un équipement ou

d'anticiper le réapprovisionnement d'un appareil, ce qui implique également de barder l'ensemble de capteurs afin que les deux dimensions puissent interagir simultanément en parallèle. Enfin, dans l'autre sens, l'armée américaine vient d'acheter en avril dernier 120 000 casques IVAS (*Système intégré d'augmentation visuelle*) à Microsoft pour 22 milliards de dollars, où ils ne serviraient plus uniquement d'entraînements aux soldats en recréant et modifiant virtuellement les conditions de combat, mais deviendraient effectifs en mission pour combiner affichage et partage d'infos en temps réel, bascule automatique de modes de vision (thermique, infrarouge), carte en surimpression et identification de l'ennemi, le tout faisant l'objet de calculs informatiques permanents via un cloud, afin de « *prendre des décisions tactiques et engager des cibles* », comme on dit dans la novlangue kakie. De la même façon, le Comité d'éthique du ministère français de la Défense a officiellement donné son feu vert en décembre 2020 à la recherche sur le « *soldat augmenté* », soit ni plus ni moins qu'un pas vers l'intégration de puces sous-cutanées leur permettant d'envoyer ou de recevoir des informations, l'opération des oreilles pour entendre des fréquences très élevées ou très basses, ou encore l'intégration d'implants « *permettant de prendre le contrôle d'un système d'armes* ».

Ce développement de *métavers* où des humains seraient les- tés d'appareils bardés de capteurs sensoriels une partie de leur journée, afin d'interagir entre eux sous forme plus ou moins virtuelle au sein d'une réalité reconstituée et gérée par des algorithmes (pour le travail, la consommation ou les loisirs), ne fait finalement ici que prolonger le rapport social déjà amplement produit par les différentes laisses électroniques, où la perception du réel ne s'appréhende plus que de manière indirecte. Avec la particularité que cette nouvelle offensive productive vers la déréalisation tend cette fois petit à petit à viser l'ensemble de nos sens. Face à cela, s'il ne nous en reste qu'un seul à cultiver, ce n'est évidemment pas le *bon* qui accroît cette mutilation supplémentaire de notre sensibilité, mais son opposé, celui qui mène au déchaînement de toutes les mauvaises passions, à commencer par celle de la *destruction de tout ce qui détruit*. Et comme rien de virtuel ne s'accomplit dans ce monde sans pouvoir se passer d'infrastructures très matérielles –des milliers de satellites de *Starlink* qui nécessitent des bases terrestres (situées à Gravelines pour le Nord, Villenave-d'Ornon pour le Sud, et Saint-Senier-de-Beuvron pour l'Ouest) jusqu'aux fameux *data centers* si gourmands en électricité ou aux antennes et câbles de fibre optique-. chacun sait certainement ce qu'il lui reste à faire.

a permis d'entraver le bon déroulement d'autres projets de prison et que l'entreprise comprenne : ceux qui se font du fric sur la construction de taules devront en assumer les conséquences. [...]Nous envoyons le crépitement de nos flammes à Lina, ELLA/Up1 et à Boris ! Pour l'anarchie !»

17/9, Paris (France).

Suite à l'expulsion d'un squat anarcha-féministe à Belleville, la direction territoriale-Est du bailleur social *Paris Habitat* reçoit de la peinture et des coups de marteau. Un tag « *La mairie expulse – On se venge* » est laissé sur sa devanture..

18/9, Toulouse (France).

En Haute-Garonne, tous les boîtiers d'une antenne-relais *SFR 4G/5G* partent en fumée dans la nuit derrière le stade de rugby.

20/9, Berlin (Allemagne).

Des molotovs visent les véhicules de police du commissariat du quartier Tiergarten. La revendication rappelle les assassinats commis par des policiers, des agents des services et des éléments de l'extrême-droite : « *Ni oubli, ni pardon !* »

20/9, Mouzon (France).

Dans les Ardennes, six mineurs de 14 à 17 ans placés en *Centre d'Education Renforcé* (CER) se révoltent en saccageant le lieu pendant près de trois heures.

20/9, Lachappelle-sous-Aubenas (France).

Un communiqué revendique l'incendie du 13 juillet dernier contre un poste électrique de *RTE* en Ardèche, où neuf foyers d'incendie ont été allumés, que ce soit à l'intérieur de



| En tâtonnant... |

bâtiments techniques ou contre les câbles reliant les installations entre-elles. « *Plus que jamais, en ces temps nauséabonds, nous préférons le risque lié au fait que la situation déraile plutôt que la fausse paix d'un confort mortifère. Plutôt l'obscurité d'une nuit sans néons que la clarté d'un chemin vers le gouffre. Pour que la magie revienne dans nos vies. Car jamais, les fées ne seront électriques.* » conclut le texte.

21/9, Ugny-le-Gay (France). Dans l'Aisne, quelques heures après son installation, le chantier de la future antenne-relais est entièrement saccagé dans la nuit (camion citerne éventré, mini-pelle défoncée) à l'aide d'un manitou trouvé sur place. Les autorités précisent qu'il ne reprendra pas avant décembre.

22/9, Névache (France). Dans les Hautes-Alpes, à un mois de l'ouverture de la saison hivernale, les cabanons de départ des deux téléskis de la station sont incendiés vers 2h du matin.

23/9, Villeneuve (France). Dans l'Ain, le bureau de Poste et le secrétariat de la mairie adjacent partent volontairement en fumée peu avant 6h du matin. La mairie perd son matériel informatique.

23/9, Brême (Allemagne). Un utilitaire de l'entreprise de manutention *SPIE* est incendié devant leur agence. « *Rien que dans le cadre de la filière nucléaire française, ainsi qu'au travers de la coopération avec RWE dans l'extraction de lignite dans la forêt de Hambach, SPIE est déjà une cible légitime. Mais pour nous, SPIE est avant toute une chose : un profiteur de prison.* »

Seuls dans la forêt ?

- « *Isère : Complotiste et en colère contre l'État, il incendiait des antennes-relais* »
- « *Drôme : L'incendiaire de Pierrelatte : anti-5G mais pas anti-fibre optique* »
- « *Rhône : Deux moines arrêtés pour avoir incendié des antennes-relais 5G* »
- « *Paris : Anti-vaccin, il sabote 26 antennes 5G pour sauver la France des complots du Covid-19* »

Titres de presse de ces derniers mois

Les services de l'État ont comptabilisé des centaines de sabotages contre les infrastructures de télécommunication depuis 2018. Antennes-relais incendiées, fibres optiques sectionnées, répartiteurs brûlés, armoires téléphoniques saccagées : ces pratiques se sont diffusées sur l'ensemble du territoire et ont clairement connu une hausse quantitative ces deux dernières années. La qualité des activités nocturnes des saboteuses et saboteurs semble également avoir connu un bond : il y a eu des sabotages touchant des nœuds particulièrement sensibles, d'autres coordonnés ou à répétition dans une même zone géographique, certains visant à perturber les communications d'une structure précise, dans une zone précise ou à un moment précis... Bref, malgré les mises en garde répétées des autorités, les cris d'alarme des opérateurs et un nombre non négligeable d'arrestations, des attaques continuent de cibler ces infrastructures qui restent difficiles à mettre à l'abri d'un coup de pince furtif ou d'un incendie nocturne.

Si ces dernières ciblent indéniablement les veines de la domination technologique, les motivations particulières et les aspirations plus larges des mains qui les accomplissent restent par contre souvent inconnues. La répression, dont une des tâches primordiales consiste bien sûr à identifier les auteurs de méfaits qui perturbent le bon fonctionnement de la société, a cependant dévoilé un peu de la diversité des personnes qui s'adonnent à ces balades sous la lune. Tout en restant prudents avec les informations publiées dans les journaux ou les propos des condamnés « cités » par les journalistes, et en évitant de reprendre à notre compte les « profils » et les « catégories » établis par les services de l'État à des fins de cartographie, de fichage et de répression,

on a vu ces dernières années des gens assez différents être condamnés pour des atteintes à la connexion permanente. Pendant la période faste des Gilets Jaunes, nombre de petits groupes effectuèrent par exemple des sabotages dans le cadre ou en marge de ce mouvement de révolte hétérogène. D'autres condamnés précéderent devant les tribunaux leur sensibilité écologiste, leur opposition à la 5G pour ses effets néfastes sur la santé et l'environnement, leur affiliation gauchiste ou leur refus du contrôle. D'autres encore, même confrontés avec des éléments à charge et finalement condamnés, refusèrent jusqu'au bout de se lancer dans de longues explications devant les tribunaux ou dans la presse. Derrière leur mutisme têtu pourraient certes se cacher des visions peu libératrices, mais ce n'est pas parce qu'on refuse de s'exprimer devant un flic ou un juge, parce que l'on ne voit pas le sens d'expliquer ses tensions et ses idées à un journaliste, que l'on aurait forcément aucun « *problème à être associé au complotisme ou à l'extrême-droite* ». De même, ce n'est pas parce que l'on ne fait partie d'aucun milieu plus ou moins « militant », que l'on n'a pas de « comité solidaire » pour défendre ses idées lorsque la flicaille nous tombe dessus, que l'on n'écrit pas de lettres publiques pour expliquer nos gestes, qu'on fait alors automatiquement partie des « nazillons » qui projettent le déclenchement d'une guerre raciale par une dissémination du chaos, ou des « complotistes » qui se font bourrer le crâne sur la toile numérique, ou des « intégristes » qui identifient les nouveautés technologiques comme l'œuvre du diable.

Ces derniers mois, des titres de presse comme ceux relevés au début de ce texte sont cependant venus interpellé ce que certains nommeraient peut-être comme de la « bienveillance » envers le mutisme des auteurs d'attaques, allant même parfois jusqu'à provoquer un *accès de fièvre existentielle* chez des compagnons. Le raisonnement semble tenir droit dans ses bottes : si derrière l'ensemble de ces actes anonymes – oui, il faut bien le préciser, la grande majorité des attaques contre les infrastructures de télécommunication n'ont pas été suivies de communiqués de revendication, et n'ont fourni aucun indice d'affiliation idéologique aux enquêteurs pas plus qu'aux gardiens méfiants de la généalogie – il y a eu de toute évidence des gens parfois peu recommandables comme des illuminés de Dieu, des activistes patriotes ou des êtres particulièrement confus qui cherchent toujours midi à quatorze heures, ...alors chaque attaque anonyme devrait être traitée comme quelque chose venant possiblement, ou très possiblement, de gens peu recommandables.

L'erreur logique saute évidemment aux yeux, mais peu importent les raisonnements, les arguments, les évaluations

25/9, Saint-Nazaire (France).

En Loire-Atlantique, l'entrée du lycée professionnel est détruite à la poubelle incendiaire vers 4h du matin, provoquant des dizaines de milliers d'euros de dégâts.

26/9, Berlin (Allemagne).

Trois voitures sont mises hors service devant la villa de Tatjana Korcistij-Gerlitz, gérante de la salle *La Festa*, qui a voulu accueillir un meeting du parti d'extrême-droite *AfD*.

27/9, Belfort/Danjoutin (France).

Deux voitures en auto-partage du service *Optymo* sont volontairement incendiées dans la nuit en moins d'une semaine.

27/9, Montreuil (France).

En Seine-Saint-Denis, une camionnette du constructeur de cages *Eiffage* part en fumée dans la nuit, en solidarité « avec Boris, avec Toby Shone, emprisonné en Angleterre et avec les trois anarchistes italiennes actuellement sous procès ».

28/9, Koungou (France).

Dans la colonie de Mayotte, suite à l'expulsion d'un bidonville de 350 personnes, la mairie et trois voitures de la municipalité sont ravagées par les flammes lors d'une manifestation de colère, tandis que le poste de police en réchappe de peu.

28/9, Hambourg (Allemagne).

Une voiture de la société française de publicité *JCDcaux* est incendiée. « *Nous avons choisi l'attaque au lieu d'aller aux urnes,* » précisent les incendiaires la veille des élections législatives, « *Salutations enflammées au prisonnier anarchiste Boris, qui est toujours dans le coma à l'hôpital du Grand Est de Metz, après un incendie dans sa cellule ! Salutations à tous les ingouvernables du monde entier !* »

29/9, Limbourg (Belgique).
Sur trois parkings différents,
les pneus de 135 bus de *De Lijn*,
société de transport public, sont
crevés dans la nuit.

29/9, Berne (Suisse).
Un véhicule de *Protectas*, filiale
suisse de l'entreprise de sécurité
privée *Securitas* qui gère les camps
d'asile, est incendié. « *Sabotons
leurs outils, bureaux, déplacements...
jusqu'à ce que tout le monde soit
libre !* »

29/9, Montreuil (France).
En Seine-Saint-Denis, une
trentaine de personnes prennent
la rue en laissant affiches, tags,
et bris de vitres contre le cabinet
d'architecte de taules *archi 5*,
Orange et le bureau d'ingénierie
des prisons *EGLS*, « *en solidarité
avec Boris, et contre ce monde de
surveillance et d'enfermement* ».

30/9, Labège (France).
En Haute-Garonne, une antenne-
relais 3 à 5G d'*Orange* et de *Free*
part volontairement en fumée
dans la nuit.

OCTOBRE 2021

1/10, Flensburg (Allemagne).
Trois voitures du promoteur
immobilier *Dutschkewitz*, qui
a rasé une forêt (auparavant
occupée), pour y construire un
hôtel, sont incendiées. « *Qui rase
les forêts sème la haine et récolte les
flammes* » précise la revendication.

1/10, Barcelone (Espagne).
Le siège de l'entreprise d'expulsion
de squats *Fuera Okupas*, proche
des nazis, est pris pour cible en
matinée : vitres brisées, pneus
crevés de la voiture de service, et
tag « *Nazis hors des squats* ».

2/10, Berlin (Allemagne).
Dans le quartier de Prenzlauer
Berg, des saboteurs nocturnes

critiques ou les approfondissements, quand il est plus facile de se croire seuls dans la forêt que d'appréhender que d'autres gens non méprisables, que l'on ne connaît pas et qui ont peut-être, voire probablement, des visions et des sensibilités fort différentes des nôtres, puissent également se faufiler à travers les sous-bois. Seuls dans la forêt, seuls comme des anarchistes, serviteurs purs d'un idéal élevé, sans contradictions dans nos vies, sans « tâches » sur notre blason patrimonial, sans doutes dans nos pensées et sans « fautes » dans nos rapports et notre façon de vivre, claire comme une pleine lune et sans aucune « illusion révolutionnaire » ou « insurrectionnelle ». Pourtant, bien qu'il soit toujours possible de se mentir à soi-même, bien qu'il soit toujours possible de construire des châteaux de cartes que le premier vent de la réalité emportera comme du sable, il existe aussi d'autres chemins qui ne font pas abstraction du monde qui nous entoure, qui n'ont pas besoin de hisser nos idées et celles et ceux qui les incarnent sur un piédestal au-dessus de toute possibilité d'erreur, afin de donner du sens au combat et de la signification à nos vies.

Car nous ne sommes pas seuls dans la forêt. Nous ne sommes pas les seuls facteurs humains du désordre, tout comme les humains ne sont même pas les seuls facteurs qui perturbent les équilibres fragiles sur lequel ce monde en pleine déconfiture cherche à avancer. D'autres personnes agissent, avec des idées peut-être moins approfondies que les tiennes, avec des sensibilités peut-être plus affinées que les miennes, mues par un désir immédiat de revanche contre un système mortifère, par une sombre vengeance contre une vie privée de sens, tout comme par une croyance idéologique ou religieuse en conflit avec la marche technologique du monde.

Les pourquoi

« *Parce qu'au fond, l'essentiel de la question ne concerne pas les pourquoi supposés de parfaits inconnus sur lesquels on ne saura de toute façon jamais rien (sauf en cas d'éventuelle arrestation, ce qu'on ne souhaite à personne), mais comment nous voulons, au sein de la guerre sociale, faire résonner les actes qui nous parlent et vibrent avec nos idées. Qu'ils soient collectifs ou individuels, diffus ou particuliers, largement partageables ou méchamment hétérodoxes, complètement anonymes ou labellisés subversifs, à l'ombre des projecteurs ou publicisés par leurs auteurs de différentes façons.* »

Wanted interconnectés, juillet 2021

Face au constat que la forêt n'abrite pas que des anarchistes, s'ouvrent en gros deux possibilités, avec comme d'habitude mille nuances intermédiaires.

La première consiste à considérer que vu que personne d'autre que nous ne partage les idées anarchistes (en tout cas dans leur complétude qui les différencie fortement d'idéologies que l'on peut plus ou moins découper en morceaux selon la situation et l'inclinaison du moment), l'ensemble des « actes de révolte », les « brèves du désordre », les « fragments de la guerre sociale » ou peu importe comment on veut les nommer, constituent certes le panorama dans lequel nous agissons, le fond de la trame, mais on doit bien se garder de leur prêter des motivations. Puis, au fur et à mesure que des motivations s'échappent de la pénombre de la forêt en venant donner une couleur particulière à ces actes, une couleur qui par principe ne nous plaira jamais entièrement (vu que les anarchistes sont les seuls à partager les idées anarchistes), et plus il y aura besoin d'affirmer ou de clarifier nos intentions et motivations face à celles des autres. Car tout silence de notre part pourrait d'apporter de l'eau au moulin de celles que nous ne partageons pas. Nous sommes alors contraints d'allumer des flambeaux au milieu de la forêt, et de faire en sorte que les bûchers que nous incendions avec brûlent encore plus forts, plus hauts et de façon plus lumineuse que ceux des autres. En courant par là le fort risque que l'*identité anarchiste* devienne en réalité notre souci principal, qu'on finisse par établir (y compris au sein de nos propres cercles) une sorte de catéchisme qui coche les bons et les mauvais points, ne réussissant finalement plus à appréhender la diversité et la richesse des individualités comme un fruit de la liberté, mais comme une terrible menace.

La deuxième possibilité reste toujours de partir de nous-mêmes, de nos idées et aspirations d'anarchistes, mais d'appréhender les autres « facteurs du désordre » non pas comme des choses à assimiler ou à présenter comme si elles étaient – inconsciemment et souterrainement – inspirées par le feu sacré de l'anarchie, mais simplement comme des éléments qui ont leur poids et leur signification dans la guerre *concrète* (et non pas platonique ou idéaliste) livrée par les humains. Une guerre « sociale » si l'on veut, au sens où elle traverse toute la société et tourne toujours autour de la question du pouvoir (dans toutes ses déclinaisons), et où les anarchistes sont celles et ceux qui défendent la nécessité de la destruction du pouvoir plutôt que sa réorganisation. Cette « guerre sociale » n'est pas l'expression de la tension vers « la libération totale » ni vers « l'anarchie », elle constitue juste le conflit d'où émer-

mettent le feu à une passerelle sous un pont ferroviaire, où passent des conduites électriques et des canalisations de chauffage urbain. L'énorme incendie a provoqué une coupure de courant dans le quartier jusqu'à 15h le lendemain. 15000 foyers de la capitale sont touchés, plus de feux rouges pour la circulation, beaucoup de magasins et banques fermés faute de pouvoir ouvrir leur rideau métallique et leurs caisses, plus de téléphone portables puisque les antennes-relais sur les toits n'étaient plus alimentées ou encore beaucoup de voitures électriques à plat, plus d'ordinateurs, ni de téléphones ou appareils ménagers fonctionnels dans les habitations.

4/10, Berlin (Allemagne).
À un jet de pierre de la Kōpiplatz, lieu historique occupé de la capitale allemande, un bureau de Google perd ses vitres, « *partie prenante à la gentrification, co-responsable de la tentative d'expulsion [du Kōpiplatz] à venir* ».

4/10, Aulnay-sous-Bois (France).
Une armoire de fibre optique SFR est incendiée, privant le quartier d'internet pour plusieurs semaines.

4/10, Rivière-Salée (France).
Dans la colonie de La Martinique, le bâtiment abritant la *Maison de Justice* est entièrement réduit en cendres vers 1h du matin.

5/10, Rome (Italie).
Un communiqué annonce que le 28 août dernier, lors de la *Semaine internationale de solidarité avec les anarchistes prisonnier.es*, une voiture de l'entreprise technologique *Sirti* est volontairement partie en fumée. « *Solidarité avec toutes et tous les anarchistes prisonnier.es dans le monde ! Force et proximité avec*

Boris, dans le coma en France suite à l'incendie de sa cellule ! A toutes celles et ceux qui continuent à illuminer les nuits avec leurs actions ! » précise la revendication.

6/10, Zaventem (Belgique).

Un incendie volontaire provoque d'importants dégâts au bâtiment de bureaux de l'entreprise *ICT Devoteam*, leader international du conseil en stratégie numérique, plates-formes technologiques et cyber-sécurité, couvrant notamment les domaines du cloud, de l'automatisation et de l'exploitation des données.

7/10, Isbergues (France).

Dans le Pas-de-Calais, l'adjoint à la sécurité de la mairie démissionne après que ses abris de jardin aient été volontairement incendiés à deux reprises sur sa propriété.

8/10, Milan (Italie).

La section locale du *Parti Démocrate* (gauche, au pouvoir) perd ses vitres dans le quartier d'Ortica. « *Solidarité active avec les prisonnières et les prisonniers anarchistes à travers le monde* » dit notamment le communiqué.

9/10, Fontenay (France).

Dans les Yvelines, deux voitures personnelles appartenant à des flics du service de nuit sont incendiées aux molotovs vers 23h30 sur le parking adjacent au commissariat.

10/10, Châteaubriant (France).

En Loire-Atlantique, une dizaine de cars de ramassage scolaires *Keolis* perdent leurs vitres dans la nuit.

12/10, Berlin (Allemagne).

Le groupe autonome *Peter H.* revendique l'incendie de tous les véhicules de la police auxiliaire (*Ordnungsamts*) garés sur leur parking au nord-est de la capitale, en anticipant l'expulsion du *Køpiplatz*.

gent et se modifient les rapports sociaux, qui de leur côté façonnent en retour les modalités de cette « guerre sociale ». Les motivations exprimées, tacitement ou explicitement, par celles et ceux prises dans cette guerre sont alors à replacer dans leur contexte historique, et non pas à extraire pour les comparer au panthéon des abstractions.

Sans bien sûr nier leur poids, cette deuxième possibilité (excusez la schématisation par trop grossière) ne prend ainsi pas ces motivations comme l'*unique* référence, comme la *seule* indication de la réalité, mais comme *une* parmi d'autres. Le besoin d'établir une généalogie aux « actes de révolte », de sonder les motivations de leurs auteurs s'y fait moins sentir – tout comme le besoin de fournir systématiquement des explications aux siens. Les explications des actes singuliers laissent alors place à l'élaboration d'une projectualité qui tente d'aller au-delà de chacun d'entre eux, et le fait que cette projectualité ait des visées insurrectionnelles (le déchaînement d'une situation de rupture) ou d'autres encore, ne fait pas forcément une grande différence. Il est vrai, comme le soulignent certains critiques, que cela peut mener au fait d'écartier complètement le poids des motivations, au risque alors de s'aveugler face à ce facteur qui n'est en effet pas le seul, mais qui en reste tout de même un. Dans ce cas, si les « motivations » derrière les actes de révolte ne sont pas l'élément exclusif qui pourrait intéresser les anarchistes dans ce qu'elles génèrent, cela ne devrait pas pour autant amener à nier complètement leur influence dans la réalité de la guerre sociale.

Des actes qui parlent d'eux-mêmes ?

« Rien de ce qui est exprimé ne peut paraître aussi chargé de menace que ce qui ne l'est pas ».

Stig Dagerman

Dans la réalité complexe qui est la nôtre, les choses sont bien sûr encore plus compliquées, et finissent même par plonger tout schématisme et appréhensions dans un beau bordel, en appelant quelques réflexions supplémentaires.

D'un côté, si le mutisme des insurgés peut parfois finir par obscurcir le poids des motivations, il répond aussi d'un autre à l'exigence pratique de ne pas fournir d'indices à l'ennemi étatique. De la même façon, si d'un côté on ne peut que difficilement douter de la nécessité de clarifier des raisons dans un contexte confus, voire dans un contexte de mécontentement acerbe qui rencontre

une projection stratégique des néo-fascistes (comme avec l'actuelle opposition au pass sanitaire et les attaques contre des structures comme les centres de vaccination), il faut aussi d'un autre côté rester lucide sur le poids relatif des mots et de ce qu'ils réussissent à exprimer et à transmettre. Cela vaut évidemment pour toute expression linguistique, de l'affiche au tract en passant par une discussion, et jusqu'à un journal ou une revendication : toutes sont conditionnées par la capacité de l'autre à comprendre ce qui est écrit ou dit.

Si l'on veut par exemple continuer à pouvoir apprécier les actes des autres comme diverses expressions au sein de la « guerre sociale » – des attaques contre la police en périphérie jusqu'aux sabotages anonymes d'infrastructures –, il faut alors évidemment trouver une autre façon de le faire que de simplement les peser sur la petite balance de l'anarchisme. Ou sinon, il faudra définitivement se résoudre à n'évoquer que des actions dûment revendiquées par des anarchistes, seul moyen d'éviter à la racine toute risque de spéculation, d'appréciations hâtives et d'inquisition malsaine – sachant que cela ne resterait que provisoire, puisque l'anarchiste qui a accompli une belle action hier pourra toujours se révéler être une ordure aujourd'hui dans ses rapports quotidiens ou retourner sa veste demain...

En tout cas sur le fond, il reste bien sûr important de prendre le temps d'approfondir de façon critique notre rapport aux autres êtres de la forêt, ainsi que notre manière d'agir. Par contre, s'il n'existe en effet aucune recette à appliquer ni vulgate à réciter, il ne peut à l'inverse pas non plus exister de consignes à respecter sur le « comment faire », sous peine d'être accusés de vouloir se cacher derrière d'infests nazillons et autres illuminés. *Personne*, pas même le plus borné d'entre elles et eux, ne peut tenter de soumettre les compagnones et compagnons à l'obligation d'expliquer ses actes, d'exposer et de justifier en détail leur projet, de labelliser leurs actions selon certaines

prescriptions, juste pour s'éviter l'aigreur d'un chroniqueur quelconque de la guerre sociale. Il reviendra toujours à chacune et à chacun d'agir comme mieux lui semble. Quitte à laisser les uns dans l'ignorance et l'incompréhension, et à préserver l'ombre pour couvrir les activités des autres. Quitte à décevoir les uns par une exhibition jugée trop indélicate, et à inspirer les autres par l'affirmation claire et précise d'idées et de sentiments ayant inspiré une action.

Car en fin de compte, *les actes parlent-ils vraiment d'eux-mêmes* ? D'un côté, *oui*, dans le sens où ils sont la manifestation d'une attaque concrète contre une structure ou une personne concrète. La destruction d'une antenne-relais est la destruction d'une antenne-relais, peu importe comment on souhaite l'interpréter. D'un autre côté, *non*, car ils ne peuvent exprimer en soi toutes les motivations, tensions, sensibilités qui ont poussé l'auteur à le réaliser. Ainsi les actes sont ce qu'ils sont, un fait matériel destructif qui peut inspirer ou ouvrir l'imagination (ou pas), ni plus, ni moins. En même temps, ce sont aussi tous ces actes qui constituent le panorama dans lequel on agit, et dont on fait partie. Ils prennent donc aussi leur sens dans un contexte, et pas uniquement grâce à l'éventuelle expression explicite des auteurs. En perturbant, chamboulant, interrogeant la vie d'autres personnes, ils ne peuvent jamais être la propriété exclusive de leurs auteurs, tout comme les auteurs ne seront jamais les seuls à leur donner du sens (peu importe que ce soit pour les apprécier ou pour les condamner). Face à cela, le fait de revendiquer ou pas une action ne change pas radicalement la donne. « Les autres » ne sont pas de simples spectateurs passifs qui subissent sans broncher à la fois les actes et les significations que leurs auteurs veulent parfois bien leur donner : ils sont directement impliqués vu que leurs vies sont modifiées (de façon plus ou moins éphémère) par l'acte, vu le dégoût ou l'enthousiasme que cela leur inspire souvent, etc. etc.

Alors, est-ce qu'une revendication peut aider à la compréhension d'une action ? Evidemment, tout comme elle peut aussi à l'inverse la rendre incompréhensible à ses lecteurs, en la gonflant tellement ou en l'adossant parfois à tant de mots que ces derniers finissent presque par noyer l'action dans un exposé et enterrer la suggestion simple qu'elle contient toujours : *détruisons ce qui nous détruit*. Et par ailleurs, le fait de revendiquer nous met-il à l'abri de pouvoir être amalgamés avec des gens peu recommandables ? Vu que la forêt est vaste et que les actes résonnent bien plus loin et au-delà de nos propres mots (les « effets » de la propagande, qu'elle se fasse par des journaux anarchistes ou par des revendications anarchistes, resteront toujours relatifs), on serait plutôt enclins à relativiser cela, et en tout cas à ne pas considérer la revendication comme une sorte de solution magique, un bicarbonate sensé résoudre tous les problèmes posés par les actes et leur compréhension possible.

Gauche, droite, gauche, droite : en-dehors !

« Que les gauchistes battent le pavé main dans la main avec les fascos/conspis depuis des semaines devrait nous alerter sur le danger de l'idée de lutte commune, qui fait qu'on se foute d'avec qui on lutte tant qu'on a les mêmes pratiques et la même cible. On oublie que ces gens dont on applaudit les actions ou avec qui on manifeste ont des positions opposées aux nôtres sur à peu près tout, et que nous serions leur cible dans d'autres contextes. »

Des réfractaires solidaires, dans leur revendication d'un véhicule d'Orange à Grenoble, septembre 2021

Depuis plusieurs mois, une bonne partie de l'opposition aux mesures sanitaires contraignantes du gouvernement semble être menée par des figures de droite. Dans d'autres pays également, comme en Italie, aux Pays-Bas ou en Allemagne, des nazillons sont

descendus dans la rue en nombre et ont clairement marqué leur présence lors de mobilisations du reste très hétérogènes. A plusieurs reprises, des anarchistes ont même été pris à partie par des groupes fascistes, et fort heureusement, l'inverse s'est aussi produit. Pourtant, se retrouver sur un même terrain de conflit ne signifie pas nécessairement s'être approprié le vocabulaire indigeste des opportunistes en quête de « fronts communs » ou théorisant les « alliances objectives » comme stratégie politique. Si l'on a toujours la possibilité de claquer la porte et d'abandonner un terrain de lutte qui ne nous semble offrir aucune possibilité de subversion ou d'action porteuse de liberté, aucun conflit ne correspondra cependant jamais totalement aux seuls critères anti-autoritaires. Agir sur un terrain conflictuel qui n'est pas « pur » (mais quel terrain le serait ?), ne signifie évidemment pas cautionner l'autoritarisme qui peut y être présent, et la question restera toujours bien plus celle de *comment* nous agissons, et dans quelle *perspective*.

De l'autre côté du Rhin, il existe de vastes parties de la mouvance de la gauche radicale et libertaire qui accusent celles et ceux qui défendent les attaques anonymes contre les infrastructures de télécommunication ou énergétiques de faire « front commun » avec les nazis, ou en tout cas de jouer leur jeu (vu qu'en général, les militants nazis seraient peu friands de revendications et théorisent également le fait d'attaquer des infrastructures pour précipiter le *Tag X*, le Jour de l'effondrement sociétal et début de la « guerre raciale »). Comme, en plus, une bonne partie du terrain de l'opposition à la 5G semble y être occupé par des comités ouvertement complotistes (« *Querdenker* ») et bienveillants envers l'extrême-droite, les attaques contre les infrastructures ne sont plus perçues comme des sabotages du technomonde, mais comme des preuves de la virulence nazie. Du haut de collectifs antifascistes et de cercles de la mouvance, un discrédit est alors lancé sur les actions non-revendiquées, une fois établi le principe para-policié que « ac-

tion non-revendiquée contre une infrastructure égale action nazie ». D'autant plus que pour une partie d'entre eux, en bons adeptes du progrès collectif et civilisateur, ils ne peuvent généralement pas concevoir la portée subversive d'atteintes à ce « bien commun » que serait, à leurs yeux, l'électricité ou la connectivité virtuelle.

Face aux restructurations technologiques actuelles de la domination, et par n'importe quel bout qu'on la prenne, une petite phrase d'Orwell – certes pas un ennemi de toute autorité – demeure d'une actualité troublante : « *La vraie division n'est pas entre conservateurs et révolutionnaires, mais entre autoritaires et libertaires.* » Outre-Rhin, ces voix de la gauche radicale et/ou libertaire allemande accusent donc non seulement les anarchistes de vouloir déclencher une « guerre civile » par des attaques contre les infrastructures (ayant pour but principal de créer du désordre et de porter atteinte aux chaînes technologiques, pratiques insérées ou pas dans une projectualité insurrectionnelle) puis, le doigt accusateur levé, ils insistent alors pour que de telles attaques soient au moins accompagnées d'attestations politiques de bonne volonté (« justice sociale » et « émancipation progressive » plutôt que déchaînement de la liberté, « contre les dominants » mais toujours en se montrant compréhensif envers la soumission et l'adhésion des dominés). De fait, ils ne font qu'exiger la continuation de la bonne vieille tradition opportuniste qui est certes disposée à se servir de l'arme du sabotage, mais à condition qu'elle serve de véhicule et de mégaphone à leurs desseins politiques.

Et si les anarchistes d'ici ou d'ailleurs finissaient par faire plus ou moins pareil ? Par exiger des explications sur les actes de sabotage d'infrastructures, par se distancier de fait de tout acte qui ne soit pas revendiqué « anarchiste », par ne voir que la main de nazis, de complotistes – et pourquoi pas, c'était un classique du siècle dernier : des services secrets étrangers – derrière les sabotages dont les auteurs décident de rester à l'ombre ? Ils finiraient alors de la sorte par

rejeter toute projection ou volonté qui souhaite et œuvre à une multiplication incontrôlée des sabotages d'infrastructures de télécommunication, d'énergie et de logistique, pour n'accepter et ne valoriser que leur multiplication soumise à un contrôle idéologique. Est-ce que cela signifierait défendre la liberté, ou plutôt la craindre ?

Le fait que des fachos/conspis ou même que des moines aient attaqué quelques antennes-relais n'enlève pas le moindre gramme de pertinence à celui de s'en prendre tout court à ces structures, de vouloir encourager les sabotages à leur encontre, de souhaiter et œuvrer à la multiplication incontrôlable de ces derniers. Par contre, cela pourrait peut-être nous obliger à réfléchir davantage à pourquoi ces actions peuvent être suggérées, pourquoi nous souhaitons réellement leur diffusion, c'est-à-dire à réfléchir pour affiner nos perspectives. Si désertir les terrains où d'autres sont aussi actifs n'est pas une option, si tamponner systématiquement les actions ne résout pas la question du « même terrain », c'est qu'il faut chercher plus loin encore : dans la perspective que l'on donne à notre agir, dans les idées que nous diffusons, dans les méthodologies que nous suggérons, dans les projets que nous élaborons.

Quelle liberté ?

« Déchaîner la liberté, c'est accepter l'imprévu que le désordre porte en lui. C'est accepter que si la liberté n'est pas toujours douce, mais peut aussi revêtir un visage sanglant, nous la voulons quand même. Nous ne voulons pas d'une liberté débarrassée des risques, ni ne voulons exiger de la liberté qu'elle nous apporte ses attestations de bonne vie et mœurs avant d'entrer chez nous. Cela ne serait pas la liberté, ce serait la domestication camouflée en habits libertaires, le meilleur terrain pour que le germe de l'autorité recommence à croître. »

La forêt de l'agir, avril 2021

Quelles perspectives élaborer alors ? On pourrait peut-être commencer ici par celles que l'on peut comprendre, mais qui nous inspirent le moins. Par exemple, celle qui se faufile souvent entre les lignes mais qui a du mal à s'explicitier : il s'agit de la perspective qui pose l'existence et le renforcement qualitatif et quantitatif du mouvement anarchiste en tant que but principal. Un mouvement plus fort, plus vaste, mieux organisé, qui saurait faire face aux forces obscures du fascisme, aux manipulations complotistes de colères bien réelles, aux gauchismes dont le rôle semble bien être d'accompagner le capitalisme et la domination vers des avenir plus durables, plus technologiques, plus équitables. Un mouvement qui ose se prendre lui-même comme point de référence, et développe une capacité de diffusion, d'attaque et de pertinence suffisantes pour constituer une véritable force, capable de peser dans le débat public, de faire la différence dans les luttes intermédiaires, de chasser les nazis des manifestations.

Dans une telle perspective, il existe un fort risque que le renforcement quantitatif du mouvement anarchiste, même difficilement imaginable (en fin de compte, pense-t-on réellement que les idées anarchistes puissent aujourd'hui être partagées par des masses de personnes ?), finisse par se contenter de la *représentation* d'un tel renforcement. L'effet-miroir incite facilement à l'exhibitionnisme, vidant rapidement le combat pour le remplacer par une image que l'on prend pour le réel. Au final, une telle perspective termine généralement par miser avant tout sur le renforcement de l'*identité anarchiste*, afin d'en venir à couteaux tirés... avec les autres habitants de la forêt. Pour ce faire, cette identité a alors tendance à se gonfler outre-mesure, à remplacer la qualité de la substance par la prééminence de la forme, en finissant par se mesurer par comparaison, dans le miroir de la représentation, avec l'ensemble des autres identités.

D'autres chemins restent cependant possibles, certainement un peu plus ténébreux ou dangereux. Des chemins qui ne sont pas faits pour celles et ceux qui ont trop peur de la boue ou qui ne supportent pas de travailler à l'ombre. Des chemins au bout desquels aucune garantie n'existe, aucune reconnaissance ne nous attend, qui ne prennent pas la simple existence d'anarchistes et leur survie comme l'alpha et l'oméga de la subversion ou de l'anarchie. C'est le chemin qui grimpe, creuse et se faufile pour faire dérailler le train du Progrès et de la société actuelle. Sans renoncer à la diffusion de nos idées (par divers moyens), sans sous-estimer l'utilité et la nécessité de la critique anarchiste, le chemin dont nous parlons ici vise surtout à contribuer au bouleversement de la situation, à l'éclatement insurrectionnel, à l'effondrement de ce qui maintient les structures productives et sociales en place. Ce projet, cette projectualité, ne vise pas à la croissance numérique du mouvement anarchiste, ni au renforcement de leur renommée, mais à précipiter les situations conflictuelles vers un chambardement plus vaste, parce qu'œuvrer à la multiplication incontrôlée des actions et à la déconnexion inattendue pourrait permettre l'émergence de la liberté, ou mieux, elle est l'un des visages que prend la liberté qui s'élance aujourd'hui.

Le fait que certains dont on ne partage pas les motivations s'y mettent aussi, que d'autres dont on ne les connaît absolument pas s'y adonnent également, ne nous inspire pas de crainte paralysante, ni ne nous conduit à participer à une surenchère exhibitionniste (un piège vieux comme le monde, connu et tendu par tous les services de renseignement d'hier et d'aujourd'hui), mais nous pousse plutôt à affiner davantage nos suggestions, notre projectualité, notre éthique. Et surtout, à pousser plus loin, avec nos moyens et modestes capacités, la démolition urgente de la société actuelle.

